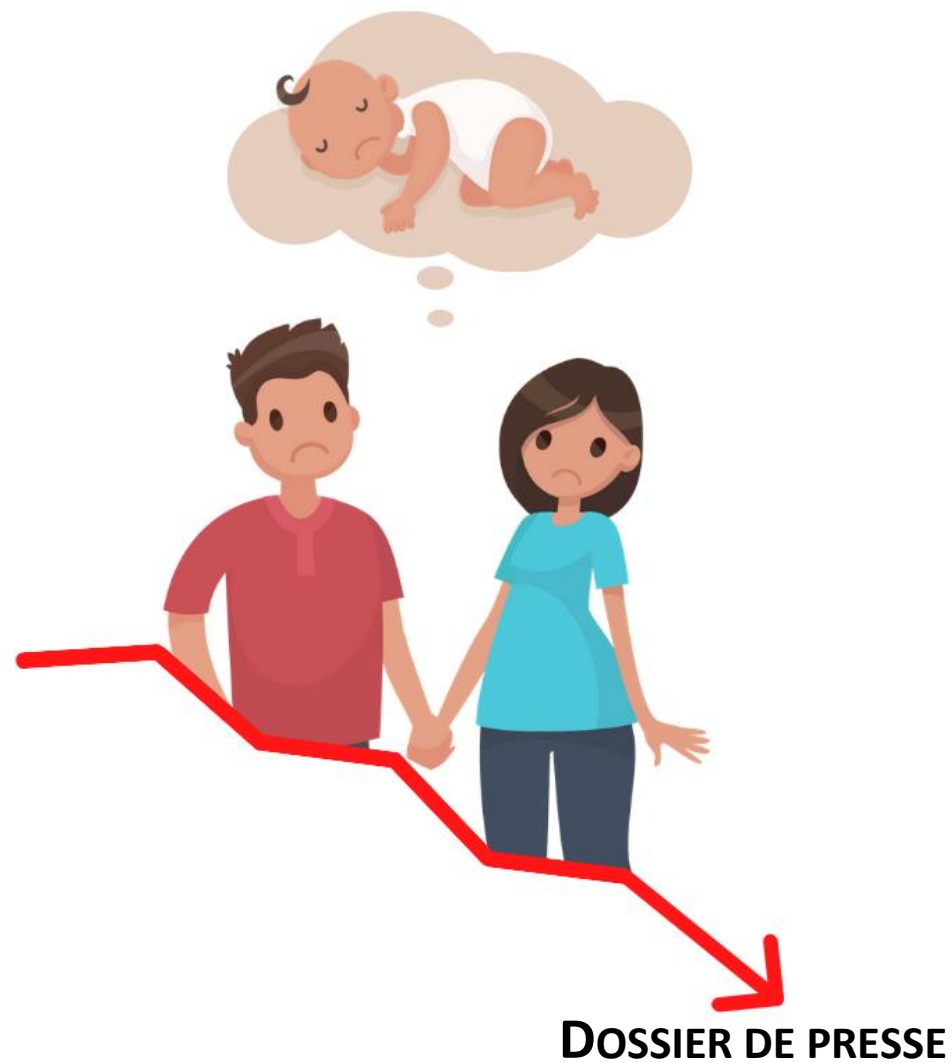


Fort désir d'enfant,
Fécondité en baisse
que se passe-t-il ?



Avec une nouvelle baisse des naissances (13 000 de moins en 2020), la France connaît en 2020 sa sixième année de déclin de la fécondité. Pourtant, comme le révèle l'Unaf dans une étude inédite menée par Kantar, le désir d'enfant reste toujours aussi fort en France : le nombre moyen d'enfants que les individus veulent ou auraient voulu avoir est de 2,39, (sans évolution depuis 2011), alors que la fécondité est bien inférieure, et baisse sur la même période, passant de 2 enfants par femme en 2011, à 1,8 en 2020¹.

L'Unaf souhaite attirer l'attention sur cet indicateur méconnu – le désir d'enfant – pour mieux poser les questions qu'appellent ces 6 ans de baisse des naissances. Elle demande qu'une politique familiale permette à chaque famille de se rapprocher du nombre d'enfant qu'elle souhaite.

¹ Il s'agit du total en France métropolitaine, qui est le champ de l'étude.

Sommaire

I. Face à la baisse de la fécondité, pourquoi parler aujourd'hui du désir d'enfant ?	3
II. Le désir d'enfant en 2020	5
Comment mesurer le désir d'enfant ?.....	5
Le nombre moyen idéal d'enfants est beaucoup plus élevé que la fécondité constatée	5
Le désir d'enfant est largement partagé .	6
Peu de différences entre femmes et hommes	7
Le désir d'enfant varie avec les âges	7
Les CSP : des variations limitées	7
Le désir d'enfant est en moyenne toujours supérieur au nombre d'enfants que l'on a	8
Le désir d'enfant est stable depuis 9 ans, alors que la fécondité ne cesse de baisser	8
III. Analyse : qu'est ce qui freine la réalisation du désir d'enfant ?	9
Réaliser son désir d'enfant dépend en grande partie de conditions matérielles...	9
Un facteur clef : la dégradation de la conciliation vie familiale et professionnelle	9
Le système de prestations et de prélèvements est de moins en moins favorable aux parents	10
Conclusion de Marie-Andrée Blanc Présidente de l'Unaf	12

I. Face à la baisse de la fécondité, pourquoi parler aujourd'hui du désir d'enfant ?

Le fait démographique de l'année, ce sont les 60 à 70 000 décès supplémentaires dus à la pandémie.

Mais du côté des naissances la situation continue d'être très préoccupante. L'année 2020 est la 6e année consécutive de baisse de la fécondité et les chiffres sont impressionnants :

- Il y a 10 ans, l'Insee annonçait 802 000 naissances en France métropolitaine. Cette année elle en annoncera probablement **plus de 100 000 de moins**. Combinée aux décès de la pandémie, cela implique que l'excédent naturel sera extrêmement faible (de l'ordre de 50 000 personnes)
- En 2020 il est né **au moins 13 000 enfants de moins qu'en 2019** (calculs sur les 11 premiers mois de l'année), soit une baisse de l'ordre du double de celle de l'année précédente.
- **la baisse de la fécondité explique environ les quatre cinquièmes de cette baisse**. Celle du nombre de femmes en âge de procréer a un effet bien plus réduit (de l'ordre de 2600 sur les 13 000 naissances en moins).
- **La crise sanitaire n'est pas en cause** (en effet l'essentiel des naissances 2020 sont issues de grossesses commencées avant le premier confinement).
- C'est **une des baisses les plus longues** et les plus continues de l'histoire récente (six années consécutives, sans rebond).
- Le total des naissances (de l'ordre de 700 000) n'a jamais été aussi bas depuis 1945.

La baisse est générale et semble concerner également tous les principaux rangs de naissance : premier, second et troisième (qui représentent 93% des naissances), pour les années où ces rangs sont connus entre 2014 et 2018². Sur 2015 et 2016 "*elle n'est pas centrée sur une classe d'âge en particulier. Tous les niveaux de vie sont concernés. La baisse de la fécondité touche aussi bien les femmes qui n'avaient pas encore d'enfant que celles qui en avaient déjà.*"³.

Cette baisse inédite n'a encore fait l'objet d'**investigation approfondie**.

Il est pourtant essentiel, de se poser la question : **pourquoi la fécondité, après dix ans de hausse (1994-2005), puis neuf ans de stabilisation autour de 2 enfants par femme (2006-2014), se dégrade-t-elle depuis six ans ?**

C'est une question importante, en raison de l'impact sur les équilibres de notre protection sociale déjà durement mise à l'épreuve avec les effets de la crise sanitaire. L'équilibre général de notre système de sécurité sociale, pas seulement les retraites, mais aussi la branche maladie et peut être la branche dépendance

² Eurostat – Base demo_fordagec

³ « Baisse récente de la fécondité en France : tous les âges et tous les niveaux de vie sont concernés - Insee Focus - 136 »

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3675496>.

demain, dépendent en grande partie du maintien d'un niveau relativement haut de renouvellement des générations.

C'est surtout une question importante pour les familles. L'Unaf est, de par la loi, le porte-parole des intérêts des familles. A ce titre, une de ses préoccupations est que les familles aient le nombre d'enfants qu'elles souhaitent.

Mais au fait, combien d'enfants souhaitent les familles ? Nous avons réalisé que la dernière mesure du désir d'enfant – mesuré par le nombre idéal personnel d'enfants – remontait à 2011. En mettant cet indicateur à jour, l'Unaf souhaite le mettre à l'honneur.

Partir du désir d'enfant, c'est rappeler que ce désir est élevé, et toujours supérieur au nombre d'enfants qu'ont effectivement les familles. **Si les familles ont moins d'enfants, ce n'est pas par manque d'envie d'en avoir.**

Parler du désir d'enfant aujourd'hui, c'est aussi **un message d'optimisme**, dans ce contexte pandémique. Lorsque 9 personnes sur 10 déclarent vouloir, ou avoir voulu, au moins un enfant, et 83% au moins deux, et 36% au moins trois, cela **doit inciter les pouvoirs publics et la société à s'interroger sur ce qu'il est possible de faire pour aider ces souhaits à devenir réalité.**

II. Le désir d'enfant en 2020

Comment mesurer le désir d'enfant ?

L'Unaf a suivi une méthode déjà employée par le passé pour une enquête internationale menée par la Commission européenne.

Deux questions standardisées, issues du questionnaire de l'Eurobaromètre de la Commission européenne, utilisé en 2001, 2006 et 2011 :

- *"Quel est le nombre idéal d'enfants que vous aimeriez personnellement avoir ou auriez aimé avoir"*
- Question servant de variable d'analyse : *"Avez-vous eu des enfants ? Si oui, combien ?"*

La méthode est aussi proche que possible que celle employée par l'Eurobaromètre :

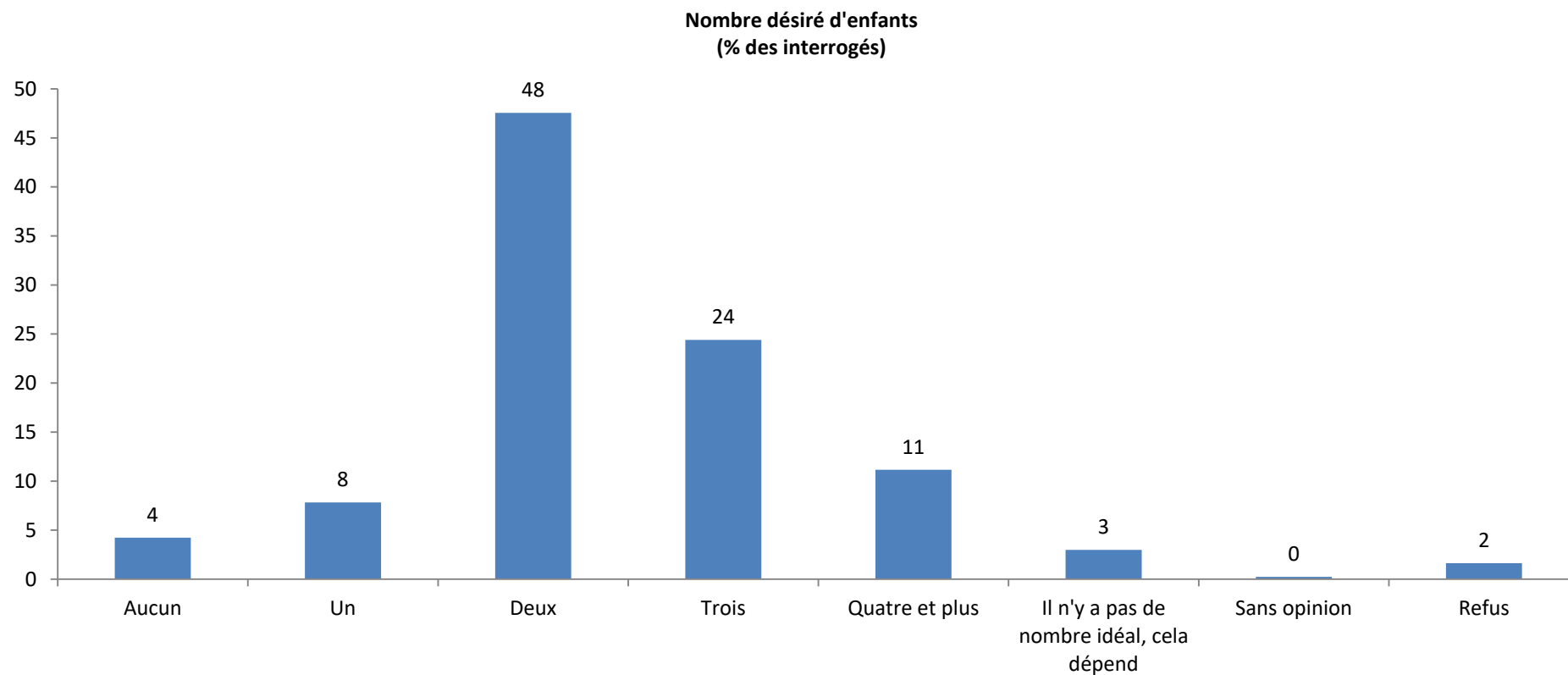
- Même taille d'échantillon et même champ (1000 personnes de 15 ans et plus).
- Même méthode de collecte (entretiens en face à face).

Le nombre moyen idéal d'enfants est beaucoup plus élevé que la fécondité constatée

En moyenne, les personnes interrogées veulent, ou auraient voulu, **2,39 enfants**.

- soit **0,58 enfant de plus** que le nombre d'enfants qu'ils déclarent avoir eu jusqu'à présent.
- ... **et 0,56 enfant de plus** que l'indice conjoncturel de fécondité Insee actuel.

Le désir d'enfant est largement partagé



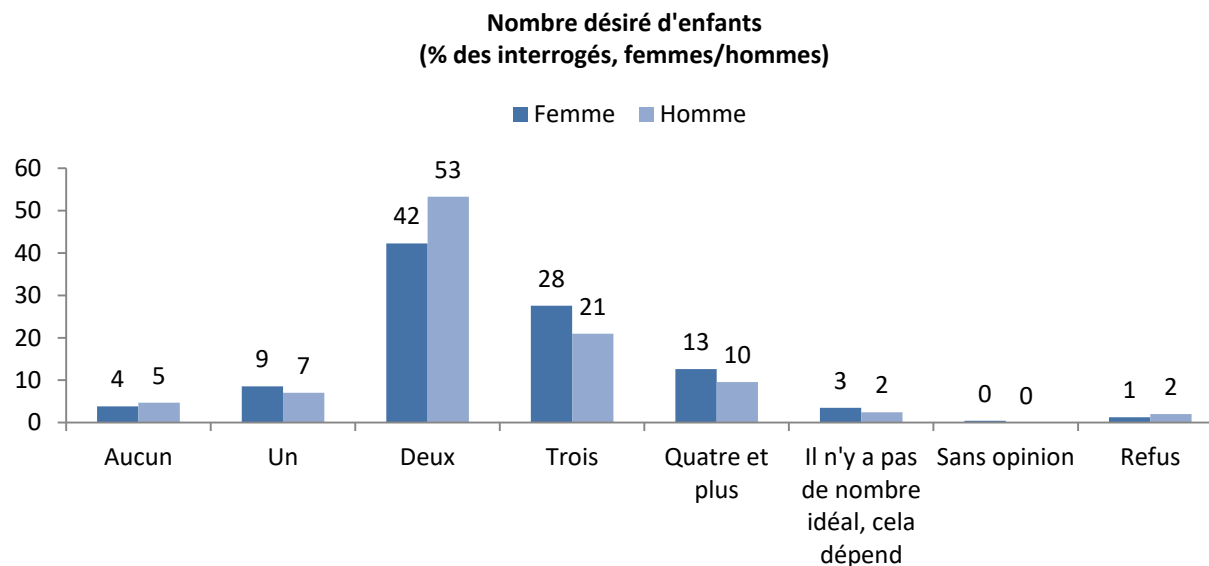
Source : Kantar pour Unaf, 2020

- Tout le monde ou presque veut (ou aurait voulu) des enfants (91% des interrogés), et pour une très large majorité (83%) davantage qu'un seul. **Seuls 4% ne souhaitent ou n'auraient voulu aucun enfant.**

- L'idéal des deux enfants concerne presque un interrogé sur deux (48%), **mais la famille nombreuse (c'est-à-dire d'au moins trois enfants) est un idéal partagé par plus d'une personne interrogée sur trois.**

Peu de différences entre femmes et hommes

Les femmes affichent un idéal de 2,47 enfants, contre 2,29 pour les hommes, la différence venant essentiellement des femmes qui souhaitent plus souvent une famille nombreuse (cas de 41% des femmes contre 30% des hommes).



Source : Kantar 2020

Le désir d'enfant varie avec les âges

Le désir d'enfant change avec l'âge, tout en restant, dans chaque tranche, bien supérieur à l'indice conjoncturel de fécondité.

Pour les interrogés dont l'âge se situe en seconde partie de la vie fertile (35-49 ans), et donc les plus concernés par la décision d'avoir un dernier enfant, l'aspiration est similaire de la moyenne de la population : 2,38 enfants.

Plus généralement, le nombre idéal personnel d'enfants varie entre 2,08 pour les 15-25 ans (avec de nombreuses non réponses), et 2,62 pour les 65 ans et plus.

Les CSP : des variations limitées

On note assez peu de variations de l'idéal personnel du nombre d'enfants entre les actifs selon leur CSP (identique entre l'ensemble). Les personnes de professions intermédiaires concentrent davantage leurs souhaits autour de 2 enfants, et aspirent moins souvent à une famille nombreuse.

Le désir d'enfant est en moyenne supérieur au nombre d'enfants que l'on a

Plus des deux tiers (67%) des personnes ayant eu un enfant en voudraient ou en auraient voulu au moins un de plus. C'est aussi le cas de 23% des personnes ayant eu deux enfants. Et de 16% de ceux ayant eu trois enfants.

Concernant les parents autour du pic de fécondité (tranche 20-40 ans⁴): quand ils ont entre 20 et 40 ans, 80% des interrogés ayant déjà eu un enfant ont pour idéal d'en avoir au moins un enfant de plus ; c'est encore le cas de 28% lorsqu'ils en ont eu deux⁵.

Concernant les personnes âgées de 45 à 55 ans, dont la vie fertile vient le plus souvent de s'achever : **30% ont eu un nombre d'enfant inférieur à celui qu'ils déclarent comme leur idéal⁶.**

⁴ Cette tranche est notamment utilisée dans le bilan démographique de l'Insee

⁵ Données Kantar recalcul Unaf

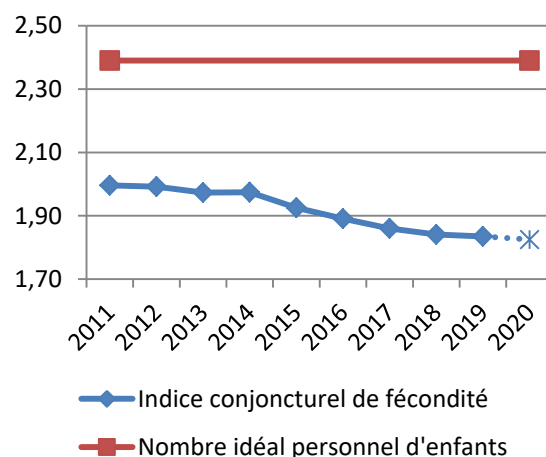
⁶ Calcul Unaf sur données Kantar.

Le désir d'enfant est stable depuis 9 ans, alors que la fécondité ne cesse de baisser

En 2011, la fécondité était de 2 enfants par femme. Elle est en 2020 probablement inférieure à 1,83 (France métropolitaine).

Par contre, le nombre désiré d'enfant, calculé sur tous ceux qui ont estimé une préférence⁷, reste inchangé à 2,39 enfants.

Fécondité réelle vs idéale (2011-2020)
(en nombre d'enfants)



Champ : France métropolitaine

Source : Insee (ISF sauf point 2020 : hypothèse Unaf de 1,825), Idéal personnel : Eurobaromètre (2011), Kantar pour Unaf (2020)

Le nombre idéal personnel d'enfant souhaité en France reste inchangé par rapport à sa précédente mesure il y a 9 ans : 2,39 enfants. Toujours beaucoup plus élevé que la fécondité effective (2 enfants par femme en 2011, et moins de 1,835 en 2020 (France Métropolitaine).

⁷ Méthode employée par Maria Rita Testa, « Family Sizes in Europe: Evidence from the 2011 Eurobarometer Survey », 2012, https://www.oeaw.ac.at/fileadmin/subsites/Institute/VID/PDF/Publications/EDRP/edrp_2012_02.pdf.

III. Analyse : qu'est ce qui freine la réalisation du désir d'enfant ?

Le désir d'enfant est bien supérieur à la fécondité, et n'a pas évolué depuis 9 ans. Cela ne doit pas surprendre car cet indicateur, globalement, se caractérise souvent par une grande stabilité⁸.

Cette force du désir d'enfant signifie que si moins de familles s'agrandissent qu'il y a 6 ans, ce n'est pas parce qu'elles souhaitent moins d'enfants. **Le désir est là, mais il ne trouve pas à s'exprimer.**

Ce constat simple, et en partie déjà connu, doit donc nous inciter à interroger ces six années récentes de baisse de la fécondité en ces termes : **quels obstacles bloquent la réalisation du désir d'enfant ?**

Réaliser son désir d'enfant dépend en grande partie de conditions matérielles...

Les déterminants de la réalisation du désir d'enfant sont nombreux. Dans son étude de 2012, auprès de 11 000 familles, l'observatoire des familles Unaf/Cnaf avait mis à **jour l'importance des conditions financières et matérielles** préalables à l'arrivée des enfants :

- avoir un logement adapté pour accueillir un enfant (60%) (avant même la stabilité du couple : 57%)
- qu'un des membres du couple (36%) ou les deux (43%) bénéficie(nt) d'un travail stable

⁸Voir l'analyse de Maria Rita Testa, Family Sizes in Europe: Evidence from the 2011 Eurobarometer Survey
https://www.oeaw.ac.at/fileadmin/subsites/Institute/VID/PDF/Publications/EDRP/edrp_2012_02.pdf#page=22

- avoir assez d'argent (27%)

Ces trois items renvoient à la même préoccupation : la stabilité financière et professionnelle

Tous les déterminants ne sont pas, bien sûr, matériels. Mais même une condition telle que la stabilité du couple peut être influencée, dans une certaine mesure, par des facteurs socio-économiques.

Or, depuis quelques années, tout concourt à fragiliser la situation financière et professionnelle des parents.

Un facteur clef : la dégradation de la conciliation vie familiale et professionnelle

Les parents, comme vu plus haut, n'envisagent pas de projet d'enfant sans perspective de revenus professionnels stables et durables, qui leur garantiront de pouvoir payer les dépenses essentielles et de financer un logement adapté. Encore faut-il que leur emploi leur laisse le temps d'être parents !

Une bonne possibilité de concilier vie familiale et professionnelle est ainsi un facteur essentiel pour faciliter la réalisation du désir d'enfant.

Or sur ce point, tous les voyants sont à l'orange ou au rouge.

Par rapport à 2007, **le sentiment général de pouvoir concilier vie familiale et vie professionnelle se dégrade considérablement** tant pour les pères que les mères.

- L'index européen Eurofound sur la conciliation rétrograde la France de la 1^{ère} place (ex aequo avec Suède et Danemark) en 2007 à la 18^e place européenne en 2016.
- Le taux de personnes jugeant « au moins plusieurs fois par mois » difficile de remplir leurs obligations familiales à cause du temps passé au travail a plus que doublé, passant de 17% à 36%⁹.

Les causes de cette dégradation sont multiples.

- Il est globalement toujours complexe de faire garder ses enfants en bas âge. L'accueil du jeune enfant a même régressé l'année dernière.
- La durée d'indemnisation individuelle des congés parentaux a été réduite d'un tiers, divisant par deux le recours à cette prestation.

Allonger le congé paternité est un premier pas pour inverser ce mouvement : il en faudra bien d'autres.

Au-delà de ces difficultés, pour concilier famille et emploi, il faut déjà accéder à l'emploi. Or **l'accès à l'emploi stable est de plus en plus tardif**¹⁰ Cette dégradation, déjà constatée entre les jeunes ayant fini leur formation en 2004 par rapport à ceux l'ayant fini en 1998, s'est accélérée pour la génération arrivée sur le marché du travail en 2010. Pour cette dernière génération, sept ans après leur sortie du système éducatif, en 2017, et donc à un âge voisin de celui de la première maternité¹¹, le taux de chômage a progressé de deux points par rapport à la génération 2004

⁹ Données Eurofound – Enquêtessur la qualité de la vie (EQLS) 2007 et 2016

¹⁰ <https://www.cereq.fr/des-debuts-de-carriere-plus-chaotiques-pour-une-generation-plus-diplomee-generation-2010>

¹¹ L'âge moyen de sortie de formation est d'environ 21 ans (Cereq), celui de la première naissance était de 28,5 ans en 2017 (Insee)

(contre une progression d'un seul point entre les générations 1998 et 2004).

Plus généralement, l'emploi, fragilisé après les crises de 2008, est assorti de moins de garanties légales de stabilité aujourd'hui **qu'il y a 6 ans.**

Le système de prestations et de prélèvements est de moins en moins favorable aux parents

En 2012, 69% des parents interrogés dans l'étude "désir d'enfant" Unaf/Cnaf jugeaient que *"les mesures de politique familiale influencent les décisions des familles à avoir des enfants."*

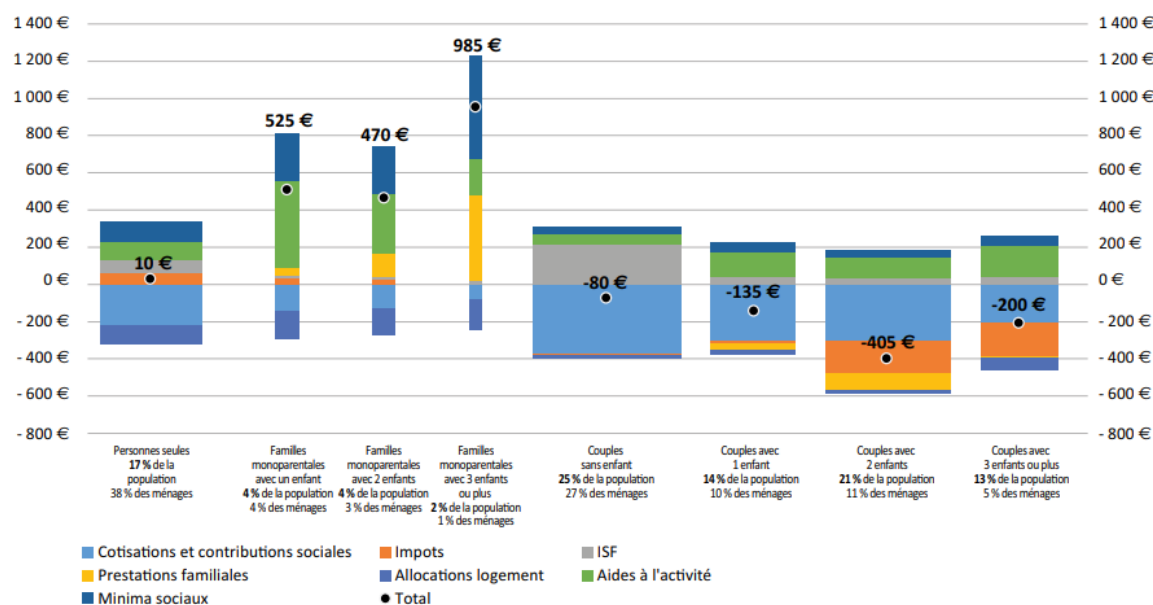
Or, depuis cette date :

- **La politique familiale au sens strict n'a cessé de faire l'objet de coupes sombres** (raccourcissement de l'indemnisation du congé parental, décalage de la prime de naissance, diminutions ou gels des allocations familiales, durcissement des conditions de ressource pour les aides à la garde d'enfant, plafonnements répétés du quotient familial...)
- Non seulement la part du budget logement poursuit son augmentation dans le budget des ménages, mais on assiste à une baisse notable des aides publiques d'accès à la propriété et une fragilisation des APL. Or l'accès au logement est une condition essentielle de la réalisation du désir d'enfant.

Mais au-delà, **c'est tout le système socio fiscal qui est devenu moins favorable aux parents**, hormis pour une partie des ménages les plus défavorisés avec enfants.

L'effet cumulé de dix ans de réformes des prestations et prélèvements a notamment bien davantage pesé en négatif sur les couples avec enfant que sans enfant ou sur les personnes vivant seules.¹²

Effets cumulés des mesures socio fiscales intervenues entre 2008 et 2018 sur le niveau de vie annuel par UC



Lecture : Les ménages composés d'une personne seule ont vu leur niveau de vie s'accroître en moyenne de 10 euros sous l'effet des mesures socio fiscales mises en œuvre entre 2008 et 2018. Les largeurs des barres sont proportionnelles au poids démographique des individus vivant dans la catégorie de ménages considérés.

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage ordinaire dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : Insee, Enquête Revenus fiscaux et sociaux 2006 et 2016 (actualisée 2008 et 2018), Enquête Patrimoine 2014-2015, Enquête Budget de famille 2011 ; DGFIP, ISF 2017, Pote 2017 ; Insee-Drees-Cnaf, modèle Ines 2018, calculs des auteurs.

Source : Ofce pour Unaf

¹² Evolution du niveau de vie des ménages selon leur nombre d'enfant(s) entre 2008 et 2018 : une décennie perdue pour les familles ? – Etude de Pierre Madec et Raul Sampognaro (Ofce) pour l'Unaf – 2020 - <https://www.unaf.fr/spip.php?article26611>

Les prestations familiales et droits familiaux n'ont cessé d'être rognés, en particulier depuis 2012, et la charge d'enfant est de moins en moins bien prise en compte dans les calculs de prestations et de prélèvements. Non seulement cela renchérit le poids financier de l'enfant pour de nombreux parents, mais **l'enchaînement continu des baisses et suppressions de droits est susceptible de porter atteinte à la confiance des parents** ou futurs parents dans la politique familiale. **Une politique familiale aussi instable ne favorise pas la réalisation du désir d'enfant.**

Conclusion de Marie-Andrée Blanc Présidente de l'Unaf



Dans le contexte d'incertitudes et de crise dans lequel nous sommes plongés, la force aujourd'hui du désir d'enfant des Français est un signe d'optimisme à soutenir :

- Alors qu'elles souhaitent davantage d'enfants, il est grand temps de se pencher sur le phénomène de baisse continue de la fécondité et d'apporter des réponses aux projets contrariés des familles.
- Au travers d'une relance de la politique familiale, il s'agit de redonner confiance aux parents, de leur apporter un soutien concret et stable dans la durée et de faciliter la conciliation vie familiale, vie professionnelle en y impliquant aussi le monde du travail.
- La politique familiale en aidant les parents à réaliser leur désir d'enfant pourra contribuer à rétablir l'équilibre à long terme des branches Vieillesse, Assurance maladie et des dispositifs de Dépendance. Ainsi, c'est l'ensemble de la protection sociale qui dépend d'une meilleure écoute des désirs d'enfants des familles !



Retrouvez toutes les études de l'Unaf sur www.unaf.fr

Contact presse : lmondet@unaf.fr